

L'Europe forteresse



Espace de voisinage

Madame Birte Wassenberg

26 février 2023

Amandine Blancquaert, Flora Maillard, Matéo Le Louër, Mégane Duborgel, Lucas Staub

Sommaire

Table des matières

| | |
|---|----|
| Introduction..... | 3 |
| I. Méthodologie..... | 3 |
| A. Personnalités retenues..... | 3 |
| B. Entretiens semi-directifs et grille d'entretien..... | 4 |
| II. Analyse croisée des entretiens..... | 4 |
| A. Une notion qui ne fait pas l'unanimité..... | 4 |
| 1. La frontière : une notion à géométrie variable..... | 4 |
| 2. L'Europe Forteresse : un concept aux multiples controverses..... | 9 |
| B. La réalité de l'application des valeurs européennes (valeurs, quotidien, actualité)..... | 13 |
| 1. Protection des citoyens..... | 13 |
| 2. Banalisation et instrumentalisation politique du concept d'Europe forteresse..... | 15 |
| C. Quel avenir ? Est-ce une notion pertinente pour étudier l'avenir..... | 19 |
| 1. Une notion hors de son temps..... | 19 |
| 2. Les politiques européennes des frontières : danger en vue pour l'Union ?..... | 20 |
| Conclusion..... | 23 |
| Annexes..... | 25 |
| Bibliographie..... | 25 |
| Cartes..... | 26 |
| Biographies des interviewés..... | 28 |

Introduction

« Le Conseil européen a évalué la mise en œuvre de ses conclusions antérieures visant à mettre en place une approche globale en matière de migrations qui associe une action extérieure accrue, un contrôle plus efficace des frontières extérieures de l'UE et des aspects intérieurs, dans le respect du droit international, des principes et valeurs de l'UE et de la protection des droits fondamentaux ». Tel est le contenu du point numéro 19, des conclusions de la réunion extraordinaire du Conseil européen qui s'est tenue à Bruxelles le 9 février 2023. Dans un contexte de fortes tensions entre l'Union européenne et Moscou et à l'heure d'une nouvelle guerre sur le continent européen, la première depuis la fin des conflits en ex-Yougoslavie, les dirigeants des 27 pays membres réaffirment dans leurs conclusions l'importance de renforcer les moyens de protection des frontières extérieures de l'Union européenne.

Ce renforcement passe-t-il forcément par l'édification de barrières, de murs intelligents, l'installation de caméras de plus en plus sophistiquées ? Ce point 19 doit-il présager une militarisation de la politique migratoire et de contrôle aux frontières extérieures de l'Union européenne ? L'Union européenne, exemple parfait d'une intégration régionale réussie, se transforme-t-elle avec les différentes crises successives depuis 2015, en une forteresse ? Un quartier fermé ? Cette tendance à la fermeture et à la construction de murs est-elle compatible avec les valeurs de l'Union et avec sa devise « Unie dans la diversité » ?

I. Méthodologie

A. Personnalités retenues

Dans le cadre de la chaire Jean Monnet, dirigée par Madame Birte Wassenberg, nous avons choisi de nous consacrer à ce sujet passionnant, décrit par certains, comme désuet, par d'autres comme nécessaire, ou encore comme dangereux et/ou inhumain. Les divers entretiens que nous avons menés tentent de répondre, chacun à leur manière, aux questions citées plus haut. Afin que notre étude ne soit pas biaisée par un entre-soi d'une catégorie de personne interviewée, nous avons au maximum tenté d'interroger des personnes venant de différents milieux, un universitaire, des migrants/réfugiés, une militante, des défenseurs de l'Europe forteresse mais également des détracteurs : Stéphane Rosière (universitaire), Maria et Anna (deux soeurs ukrainiennes, ex-étudiantes à l'Unistra), Jalil Shafayee (réfugié afghan, auteur de Je n'avais pas le choix, 2020), Alice Poulain (militante et bénévole auprès d'Utopia 56, association humanitaire à Calais). De plus, nous avons souhaité que cette étude s'inscrive dans un espace géographique large. Ainsi, nous avons travaillé aussi bien avec un universitaire, spécialiste de la frontière mexicano-américaine et de tous les mécanismes de

barriérisation des frontières dans le monde, y compris en Europe, un réfugié afghan qui a traversé de nombreuses frontières terrestres et maritimes, deux Ukrainiennes qui viennent d'une frontière qui est contestée actuellement et une activiste de Calais. Nous étudions ainsi aussi bien les frontières internes qu'externes à l'Union européenne.

B. Entretiens semi-directifs et grille d'entretien

Pour que nous puissions analyser et plus facilement comparer les différents discours des cinq personnes interrogées, nous avons choisi de nous concentrer sur six questions qui sont pour certaines très généralistes (1,3,4,5,6) et une plus en lien avec l'actualité récente de 2022 (2) :

- (1) Qu'est-ce qu'une frontière selon vous ? Quelle est votre propre définition ?
- (2) Lors d'un discours à Tourcoing le 2 février 2022, en marge de la Présidence française de l'Union européenne Emmanuel Macron avait déclaré qu'il souhaitait renforcer la protection des frontières extérieures européennes. Pensez-vous que cette décision de renforcer les frontières extérieures de l'Union était début février dernier une nécessité ? Qu'en est-il selon vous depuis le début de la guerre russo-ukrainienne ?
- (3) Comment percevez-vous ce que l'on appelle "Europe forteresse", dans votre vie quotidienne, dans votre travail ?
- (4) Est-ce que le concept d'Europe forteresse rentre en contradiction avec les valeurs de l'Union Européenne ?
- (5) À qui l'Europe forteresse bénéficie-t-elle ? à qui nuit-elle ? (6) Quel est le devenir de l'Europe forteresse ?

Afin de rendre plus intelligible et confronter les différents points de vue des intervenants, nous avons choisi dans un premier temps d'étudier les divergences d'opinion suscitées par la notion d'Europe forteresse, puis, de nous interroger sur la compatibilité des politiques migratoires engagées par l'UE avec les valeurs que cette dernière défend. Enfin, notre dernier point porte sur l'avenir et la pertinence de l'usage du qualificatif "forteresse", accolé à celui d'Europe.

II. Analyse croisée des entretiens

A. Une notion qui ne fait pas l'unanimité

1. La frontière : une notion à géométrie variable

La notion de frontière est très générale et trouve des déclinaisons dans de nombreux domaines

d'études. Une frontière peut être physique, politique, émotionnelle, culturelle, langagière etc.

« *La notion de frontière est très générale, le mot frontière tout seul est très général (physique, mentale, des âges ...).* »

Stéphane Rosière

Mais elle sous-entend toujours une différenciation entre ce qu'il y a d'un côté et de l'autre de la frontière. Dans l'ensemble de nos entretiens cette notion de « limite » est apparue clairement, bien qu'elle soit vécue différemment (franchissable ou non, ouverte ou fermée), la frontière demeure une « *ligne qui sépare* » (Jalil Shafayee).

En complément de cette notion de limite, ce qui est souvent revenu était une définition plutôt géopolitique de la frontière :

« *Une frontière c'est une réalité politique et géopolitique qui segmente les États et leurs systèmes de gouvernance* ».

Alice Poulain

3

Pour préciser cette notion, Stéphane Rosière emploie le terme de « frontière inter-étatique ». En effet, selon lui, la notion « frontière internationale » sous-entendrait que pour qu'il y ait frontière, il faudrait qu'il y ait consensus entre États-nations sur le tracé d'une démarcation. Toutefois, il existe également des effets de frontière entre entités qui ne sont pas des États-nations. Pour appréhender cette distinction il est donc nécessaire de parler de frontières *inter-étatiques* et de frontières *intra-étatiques*.

“*Il y a une convention qui veut qu'on utilise l'adjectif international, mais je pencherais plus pour la notion de **frontière inter-étatique**, puisque tous les États ne sont pas des États-nations, et certaines frontières dites internationales font débat au sein des populations. En Catalogne, la frontière franco-espagnole est intra-nationale pour les habitants et non internationale.*”

Stéphane Rosière

Nous comprenons, dès lors, que les frontières sont multiples, de différentes formes et peuvent se superposer, comme en témoignent les frontières internes et externes de l'UE, mises en exergue dans la Carte 2. En outre, d'un point de vue juridique, la frontière espagnole se situe sur les Pyrénées,

toutefois, pour un individu catalan, la frontière se perçoit davantage avec l'État central qu'avec le Pays basque français.

Une fois ce semblant de définition posé, intervient la question de l'objectif d'une telle séparation. La frontière est alors analysée comme outil de construction de l'identité. Une frontière personnelle, émotionnelle et physique permet à l'individu de se définir par rapport à autrui et de définir son espace personnel.

« Il y a des frontières personnelles, on a besoin de notre espace personnel »

Anna

Reconnaître la frontière qui existe entre autrui et soi-même permet de prendre conscience de sa propre existence et de son étendue, ainsi seulement peut-on se définir.

« La conscience générale de soi est l'affirmative reconnaissance de soi-même dans l'autre moi »

Hegel (*Phénoménologie de l'esprit*)

Exporté au domaine de la science politique, ce principe philosophique met en lumière le fait que la frontière, en tant qu'élément définissant d'une nation, participe à ce que Bénédicte Anderson nomme *l'imaginaire national*. En ce sens, la frontière participe à faire société.

Ainsi, même les défenseurs de la libre circulation et de l'abaissement de frontières, ne rejettent pas entièrement l'utilité des frontières.

« Je milite plus pour l'ouverture des frontières plutôt que pour l'abolition des frontières, donc j'estime qu'elles ont quand même un intérêt. Je pense que c'est important pour faire partie de quelque chose, de se sentir appartenant à quelque chose, ça je ne peux pas le nier. » Alice

Poulain

Jusqu'ici nous comprenons que la frontière peut être perçue comme une **ligne à franchir** (c'est notamment ainsi qu'est appréhendée la frontière extérieure de l'UE par de multiples personnes migrantes) ou bien comme un **espace de contact**, une zone marquée par des effets de gradients. Cet espace peut ainsi être enrichi par les échanges. En Europe, les régions transfrontalières sont parmi les plus dynamiques du territoire. Les bassins de vie qui se développent dans ces régions illustrent des conséquences positives des frontières ouvertes, permettant la rencontre entre deux pays et l'émergence d'un espace à la culture unique.

« On a tendance à penser qu'une frontière c'est uniquement ce qui sépare, mais c'est aussi un point de rencontre, [...] de contact entre différentes populations, c'est le lieu des échanges très riches, par exemple moi je le vois en Alsace avec vraiment le mélange de toutes les cultures, et sa propre identité qui se crée aussi, quelque chose qui est propre à cet espace proche de la frontière. »

Maria

Le degré d'ouverture de la frontière dépend largement de la situation géopolitique et est donc amené à évoluer. En tant qu'Européens, habitués à l'espace Schengen et au projet principal de l'UE qu'est la libre circulation, notre perception de la frontière est unique. En effet, la libre circulation non seulement des biens, services et capitaux mais surtout aussi des personnes, est un achèvement sans pareil en matière de coopération régionale. Ainsi, si les frontières peuvent nous sembler invisibles et font parfois partie intégrante du quotidien, il ne faut pas oublier qu'une frontière incarne toujours un franchissement.

*“C'est la décision de **franchir** des lignes qui peuvent être très hostiles [...] ça n'est jamais facile de franchir les frontières”.*

Jalil Shafayee

Pour Jalil Shafayee par exemple, chaque frontière passée était un immense pas pris dans la direction de la liberté, une chaîne en moins. Ce franchissement revêt à la fois une dimension géographique et temporelle. La frontière entre la Grèce et la Turquie était selon lui *« la plus dure, la plus dangereuse et la plus incertaine partie du trajet »*. Cet obstacle physique lui laisse des séquelles et incarne une page qui se tourne, un franchissement temporel : *« à partir de là... c'était l'Europe »*. Pour les réfugiés comme Jalil Shafayee, le *jeu*, comme le nomment souvent les experts du droit d'asile et migration, est de rester dans cet « après franchissement » et ne pas revenir en arrière. Cette analyse nous renvoie à la notion de limite qui porte en elle l'idée de fin : la fin de mon espace est le début de celui de l'autre. Mais si certains considèrent la frontière comme une lisière au-delà de laquelle règne l'incertitude, voire le danger, pour d'autres la frontière est au contraire un début. Il se manifeste un paradoxe dans notre étude, en ce que nous constatons que les individus qui considèrent que l'autre côté de la frontière est dangereux sont en réalité ceux qui peuvent la traverser plus aisément (grâce à des procédures de visas simplifiées, par exemple), alors que ceux pour qui franchir la frontière représente une forme de libération rencontrent des difficultés plus importantes.

En ce sens, un élément récurrent de nos entretiens a été le sentiment de peur, assimilé à la

frontière. Bien que Jalil Shafayee se soit vu octroyer le statut de réfugié et qu'il est donc aux normes du droit d'asile européen et national et libre de circuler dans l'espace Schengen, le passage des frontières reste un exercice anxiogène qui fait remonter beaucoup de peine.

“Dès que le policier monte dans train [pour contrôler les papiers à la frontière] j'ai peur [...] cette souffrance de traverser toutes ces frontières me reste toujours.”

Jalil Shafayee

“La frontière est toujours accompagnée par la peur, même si je suis légal et que j'ai le statut de réfugié politique.”

Jalil Shafayee

6

Pour Anna et Maria, la frontière est également assimilée à la peur mais davantage à la peur de ce qui est au-delà, notamment le risque de l'envahisseur russe. Il est vrai que la frontière externe à l'Est de l'UE est le résultat d'une histoire longue et douloureuse et est aujourd'hui un espace sous haute tension.

Par cette étude nous comprenons donc que les frontières sont à la fois des cicatrices de l'histoire collective de l'humanité mais également des histoires individuelles des personnes qui les traversent. Pour reprendre l'expression de Laurent Gaudé, la frontière « blesse » et incarne la blessure, à différentes échelles.

« Aucune frontière ne vous laisse passer sereinement. Elles blessent toutes. »

Laurent Gaudé, (*Eldorado*)

Il apparaît également évident que la frontière est une notion en perpétuelle construction. C'est un objet géopolitique dont la double et paradoxale ambition est de rapprocher et séparer.

« On a besoin des frontières, mais ces frontières ne doivent pas être une barrière, cela doit être constructif et pas dé-constructif. »

Anna

2. L'Europe Forteresse : un concept aux multiples controverses

Si l'Europe forteresse tend à protéger ses citoyens, elle fait également l'objet de controverses, remettant en cause sa réflexion et son application. En effet, la notion d'Europe forteresse s'inscrit dans le cadre d'une logique de cloisonnement. Pour définir ce concept, Stéphane Rosière imagine la teichopolitique. Ce néologisme définit « une action publique fondée sur la construction de barrières ». Le cloisonnement de l'Europe engendre des conséquences négatives pour ceux souhaitant la rejoindre. En effet, la fortification de remparts, qu'ils soient matériels, politiques, sociaux ou économiques, inhérents à son statut de forteresse, restreint la mobilité exogène. Le droit à la mobilité, considéré comme un droit fondamental, est par essence, entravé. Stéphane Rosière nous l'explique :

7

« La DUDH c'est : chaque être humain a le droit de se déplacer librement, a le droit de quitter son pays et d'y revenir s'il le veut. »

Stéphane Rosière

En ce sens, les articles 13 et 14 de cette dite déclaration disposent d'un droit à migrer et à chercher l'asile. Néanmoins, la nuance tient au fait qu'aucun Etat ne peut se voir octroyer l'obligation d'accueil des personnes ayant choisi ou contraintes de quitter leur pays d'origine. Si la notion de forteresse est remise en cause, c'est notamment à cause des inégalités qu'elle engendre. Le droit à franchir les frontières n'est pas égal. Il dépend largement du passeport des individus selon le chercheur.

« Créer une forteresse c'est directement s'attaquer aux valeurs de la communauté internationale et la DUDH. (...) Quand on commence à toucher au droit fondamental de la mobilité on revient dans une certaine logique à la ghettoïsation »

Stéphane Rosière

En ce sens, l'Europe forteresse marque l'exercice d'un biopouvoir, tel que désigné par Michel Foucault. En effet, la matérialisation d'entraves à la mobilité, en Europe, est le fruit de mécanismes politiques et juridiques s'imposant à la vie des personnes. C'est cette gouvernance des corps qui encourage Stéphane Rosière à dire que « *L'Europe forteresse ne correspond pas aux valeurs de l'UE.* ».

De plus, il semblerait que l'Europe forteresse soit à géométrie variable, entre citoyens de l'Union européenne et les non-européens, mais également entre ceux souhaitant s'y réfugier. Après l'invasion russe en Ukraine, un grand nombre de femmes et enfants, pour la plupart, se sont réfugiés dans les différents Etats de l'Union européenne. Cet accueil a laissé percevoir une différence de

traitement dans la gestion de la migration, en fonction du pays d'origine des demandeurs d'asile. Ainsi, Jalil Shafayee explique ce phénomène en disant que « *les valeurs européennes ont des niveaux (...) Ces valeurs ne sont pas les mêmes pour toi ou pour moi. (...) Les Ukrainiens sont plus blancs que moi, ils sont plus européens que moi.* »

Cette différence de traitement serait symptomatique d'une hiérarchisation entre les flux migratoires. Dans le traitement médiatique, notamment, cette différence est fortement tangible. Le vocabulaire utilisé lors de la vague de migration en 2015 s'articulait autour de la crise. En revanche, l'accueil des 5 millions d'Ukrainiens en Europe a été défini comme le résultat d'une solidarité internationale, mais surtout, européenne. Jalil Shafayee a ressenti cette dichotomie structurelle :

8

“Pour l'Europe il y a deux classes de migrations (...) Ce sont des migrations périodiques. Maintenant c'est l'Ukraine qui est à la mode et on oublie l'Afghanistan (...) Il y a les “catholiques proches” et les “musulmans de pays plus lointains (...) un musulman n'a pas le droit de vivre en Europe, je caricature bien sûr, un musulman n'a pas le droit de pratiquer sa religion. Et pourtant on dit que l'Europe est libre. Cela est contradictoire avec les valeurs européennes.” Jalil Shafayee

L'Europe forteresse se renforce en classifiant, *de facto*, les migrants en fonction de leur pays d'origine. Toutefois, une différence significative dans les conditions de gestion à l'intérieur même de la forteresse est notable. En effet, l'Union européenne ne se substitue pas à la souveraineté propre de chaque Etat en matière de compétence de gestion de l'immigration. Jalil Shafayee y voit « *une interprétation très différentes de ces 6 valeurs dans différents pays européens.* » A travers son parcours, il perçoit ces variations d'interprétation en fonction des circonstances.

« Est ce que Viktor Orban comprend l'Etat de droit comme Macron? Dans un premier Etat de droit européen (l'Autriche) sa demande est refusée à 4 reprises, mais dans un second pays reconnu comme respectant l'Etat de droit (la France), “la même histoire” a marché (dès l'OFPRA) »

Jalil Shafayee

La variabilité de gestion de la migration dans l'Union européenne, est, notamment depuis 2015, un sujet de tension entre les Etats membres. Les États du sud de l'Europe sont les premiers remparts de l'Europe forteresse. Certains Etats, tels que la Hongrie ou l'Autriche, véhiculent une réticence non cachée quant à l'accueil de demandeurs d'asile. Néanmoins, certains Etats comme la Grèce, l'Italie, et plus récemment la Croatie, ne sont pas dotés d'infrastructures et de moyens humains suffisants afin de permettre l'accueil des migrants dans de conditions correctes. L'Union européenne est un projet politique qui s'est constitué sur la base d'un socle de valeurs communes. La dignité

humaine est un pilier de ce socle. Ces valeurs découlent notamment de multiples héritages européens, sont marquées par la promotion de la solidarité internationale, et par l'encadrement juridique de la cité. L'absence de garantie et parfois, la violation de la dignité humaine constituent le cœur de la remise en cause de l'Europe forteresse. Alice Poulain le perçoit au quotidien à Calais.

9

« Quand l'UE a été créée, il y avait toutes ces idées de valeurs, de solidarité, de fraternité etc. C'est bullshit au possible, parce que quels que soient nos idéaux politiques, si on s'intéresse à ce qui se passe à nos frontières (Calais / Lampedusa), on voit qu'il n'y a rien de tout ça. Tous les droits humains sont bafoués, que ce soit le droit d'accès à l'eau, au logement, à l'hébergement, à la santé, à une vie paisible, à une vie privée familiale... »

Alice Poulain

La dignité humaine se trouve au fondement de tout droit. La différence de protection selon les flux migratoires engendre indéniablement des injustices, comme le dit Jalil Shafayee, qui sont difficiles à comprendre.

« Si je me mets à la place des Européens, je comprends [cet accueil des Ukrainiens], il y a des intérêts économiques [...] mais c'est quoi la dignité humaine? ... Est ce que pour toi en tant qu'Européen un Ukrainien est plus valorisé [voulait dire : a plus de valeur] que moi? »

Jalil Shafayee

Si l'Europe forteresse protège ses citoyens et leurs intérêts, elle se fait au prix du respect de certains droits de l'Homme aux frontières stratégiques. Toutefois, la violation des droits de l'Homme dans l'Union européenne ne soulève pas systématiquement de l'indignation de la part des demandeurs d'asile et des migrants. L'Europe forteresse représente le "jeu". Il fait partie de leur route, laquelle a débuté des milliers de kilomètres en amont, et parfois plus dangereuse que celle empruntée en Europe. La normalisation du danger est intériorisée par les migrants et demandeurs d'asile. Leurs discours tendent parfois à une déconnexion de la réalité, comme a pu le constater Alice Poulain :

« Certains Kurdes sont passés par la Libye, et la Libye c'est l'étape de l'exil la plus meurtrière aujourd'hui, où on a rétabli l'esclavage, c'est une catastrophe. Et pour ceux qui y sont passés, l'Europe c'est très chill, et c'est un peu un problème : il y a un curseur de normalité biaisé. Les gars disent « oh la police on s'en fou, ils sont pas méchants », on répond « ben attends y a un flic qui a tabassé ton pote hier », et ils répondent « oh ben tu sais, nous en Libye les flics ils nous

buttaient, ici ils sont sympas. (...)Prendre le bateau c'est normal : 2h de zodiaque, 40 km Calais-Douvres, y a quasiment pas de vagues, dès qu'il y a un problème les gardes-côtes arrivent, c'est génial Calais, y a pas de forteresse, ici. Nous on leur répond que c'est quand même pas normal. Et ils répondent « c'est pas normal pour vous, vous vous êtes mignons, militants, droit

10

humain et tout. Ici, y a une asso qui nous amène le petit-déjeuner ». Oui ce sont des conversations assez lunaires parfois, on est plus indignés qu'eux sur ce qu'ils vivent et pas nous. Après ça dépend des personnes, certains le vivent plus mal que d'autres parce que ce sont des conditions terribles, mais c'est vrai que c'est un discours qu'on entend beaucoup : Calais c'est pas si pire. »

Alice Poulain

Enfin, l'Europe forteresse est remise en cause par sa fonction inhérente. En effet, lors de certains de nos entretiens, les personnes interviewées discutaient du concept même d'Europe forteresse. Pour certains, cette modélisation de l'Europe ne renvoie pas à la réalité du terrain.

Par exemple, Alice Poulain considère que l'Europe forteresse est un « *concept hypocrite, car ne répond pas du tout au but que ça se donne. C'est une manière de faire croire qu'on fait quelque chose, parce que l'immigration ça fait peur. On est dans une logique un peu fédéraliste dans l'UE, c'est-à-dire on est tous ensemble, on crée des blocs, en se créant des frontières communes, cette idée de frontière européenne qui fait tout le tour, ça plaît, ça veut dire qu'on est tous ensemble au milieu, contre l'ennemi. »*

En effet, la notion d'Europe forteresse renvoie explicitement au fait que l'Europe se trouverait assiégée, par un danger ou un ennemi extérieur. La réponse à travers une forteresse tend à renforcer l'Union européenne.

Toutefois, certains partis et personnalités politiques capitalisent sur la notion d'une Europe assiégée. Stéphane Rosière nous indique même que cette construction politique et rhétorique légitime les partis politiques xénophobes. La polarisation des idées au sein de l'Union européenne donne lieu à des mécanismes d'instrumentalisation de la migration par certains Etats afin de renforcer leurs intérêts.

Le concept d'Europe forteresse, tel que défini par nos enquêtés, est large et mouvant. Évoquer l'Europe forteresse permettrait de rassurer la population, en ce qu'elle promet une Europe de la sécurité, qui enfreindrait toutefois les valeurs fondamentales de l'Union. D'après nos entretiens, cette

souplesse d'utilisation est exploitée par des partis modérés et d'extrême-droite, qui s'appuient sur les craintes des populations pour atteindre leurs objectifs politiques

B. La réalité de l'application des valeurs européennes (valeurs, quotidien, actualité)

1. Protection des citoyens

Comme mentionné précédemment, la frontière peut revêtir un enjeu défensif de premier plan, notamment en temps de guerre, à l'est de l'UE. La chute accidentelle d'un missile ukrainien (S300) en Pologne et le possible survol de l'espace aérien roumain par des missiles russes, témoigne en effet des enjeux de défense à cette frontière. Cette frontière ne se joue pas uniquement entre l'UE et les États tiers mais notamment entre l'OTAN et les États de l'Est n'en faisant pas partie. Depuis le 24 février 2022, c'est ainsi qu'est principalement analysé cet espace. Ainsi, les enquêtées originaires d'Ukraine tendent à percevoir les frontières de l'Europe comme un gage de protection,

12

et se trouver en leur sein leur permet d'échapper à l'envahisseur et aux persécutions. Elles semblent encourager un renforcement, voire une militarisation des frontières, et plus particulièrement sur le flanc Est de l'Europe.

« J'espère bien qu'elle va se renforcer, qui vivra verra, il faut bien sûr se renforcer, il y a des camps maintenant, outre mer disons, Russie ».

Anna

La question de protection a été assimilée aux frontières externes, et ainsi à la notion d'Europe forteresse, bien avant les actions belliqueuses de la Russie. Les frontières sud et sud-est de l'UE, notamment au niveau de la Méditerranée et de la Turquie, ont été renforcées suite à l'explosion de l'instabilité politique dans les pays du Levant et à l'accroissement du risque terroriste affilié aux mouvements religieux extrémistes de ces régions. Depuis le milieu des années 2010, de nombreux éléments témoignent du renforcement physique de l'« Europe forteresse », telle que la militarisation accrue de Frontex, l'externalisation des frontières européennes par l'accroissement des compétences et des responsabilités de contrôle allouées aux États tiers, tels que la Libye. La question de la protection des citoyens est donc centrale au développement du terme d'Europe forteresse et elle est renforcée, voire justifiée, par l'évolution de la situation géopolitique aux frontières externes.

Le renforcement des contrôles aux frontières et le développement de la mentalité d'Europe forteresse s'expliquent également par le désir de protéger la culture européenne. Comme mentionné

précédemment avec l'étude du discours de l'extrême-droite et notamment du concept de "grand remplacement", l'idée d'une Europe forteresse répond à une crainte croissante (justifiée ou non) de l'autre et notamment de la culture islamiste.

L'Europe forteresse revêt donc différentes échelles de protection : elle incarne une protection physique face au risque militaire, une protection « idéologique » face aux risques de la migration sur la culture européenne. Enfin Stéphane Rosière mentionne également la question de protection économique. En effet, les taxes barrières et les réglementations commerciales entourant le marché intérieur, peuvent être perçues comme une protection pour le marché du travail, de la production et de la consommation dans l'Union Européenne. Toutefois, Stéphane Rosière considère que l'implantation physique de l'Europe forteresse (cf. Carte 3), qu'il qualifie de barriérisation, n'est pas une étape indispensable dans la protection des consommateurs européens, au contraire elle peut leur porter préjudice.

13

« L'Europe forteresse bénéficie aux entreprises privées de sécurité, aux constructeurs de murs... Mais sûrement pas aux pays européens car on est à un moment démographique où les générations ne sont plus remplacées dans des pays européens vieillissant qui ont un besoin d'une main d'œuvre colossale pour garder leur PIB. Les migrants, sans-papiers sont employés par exemple pour construire les infrastructures [des Jeux Olympiques de] Paris 2024. [L'Europe forteresse] ne profite pas à l'économie des pays .»

Stéphane Rosière

C'est notamment pour cela, que même les partisans de frontières externes dures, sont conscients de l'impossibilité de fermeture complète et des avantages d'un certain degré d'ouverture :

“Ça bénéficie aussi certainement pour certaines économies, le système de taxe pareil aussi, il faut toujours trouver le juste milieu dans ces mesures.”

Maria

Finalement, utiliser le terme d'Europe forteresse et justifier le durcissement de l'accès au territoire européen par le besoin de protéger ses citoyens, démontre l'inefficacité en matière d'anticipation des politiques européennes et de leurs compétences d'accueil, qui n'ont pas permis d'assurer une intégration des réfugiés de façon à maintenir, voire enrichir, la citoyenneté européenne.

Ainsi, la notion d'Europe forteresse, bien que assimilée à un désir de protéger, peut être considérée comme un dernier recours, voire une marque de faiblesse. C'est pourquoi Maria propose une vision plus modérée de l'Europe forteresse, en utilisant la métaphore d'une maison. Une maison construite par différents membres, et qui doit, par définition, posséder des murs pour protéger ses occupants. Les murs n'empêchent cependant pas d'entrer dans la maison, il existe une porte d'entrée qui sert de filtre. Selon elle, il est possible de protéger sans s'ostraciser entièrement.

14

“C'est une forteresse, l'Europe s'est construite un peu comme une maison, et une maison il faut quand même qu'il y ait de murs, mais cela ne veut pas dire que d'autres gens ne sont pas bienvenus dans cette maison, Europe je pense qu'elle est relativement ouverte envers des mouvements de personnes”.

Maria

2. Banalisation et instrumentalisation politique du concept d'Europe forteresse

Tout au long de nos entretiens, l'utilisation croissante du concept d'Europe forteresse sur la scène politique a été associée à la montée de l'extrême-droite en Europe. Il est généralement employé de manière positive par les personnalités politiques d'extrême-droite, puisqu'il renvoie l'image d'une Europe qui chercherait à protéger ses citoyens contre les menaces extérieures. Si certains des enquêtés adhèrent à l'idée d'une Europe protectrice, d'autres soulignent l'instrumentalisation des craintes et l'emploi du terme d'Europe forteresse par l'extrême-droite pour atteindre des objectifs politiques. La banalisation de l'utilisation de ce concept dans les discours politiques et médiatiques est préoccupante, et comme nous l'ont expliqué certains enquêtés, elle s'oppose frontalement aux valeurs de l'Union. Certains entretiens ont également mis en avant une convergence entre la fragilisation de l'Union européenne et la progressive ascension de l'extrême-droite, qui popularise l'idée d'une Europe forteresse par les discours de ses représentants.

L'immigration susciterait des craintes au sein de la population européenne. Alice Poulain souligne que la volonté de créer une union, comme l'Union européenne, est intrinsèquement liée au besoin d'apaiser ce sentiment d'insécurité. Créer un bloc, entouré par une frontière commune, soude les populations ensemble, contre l'ennemi :

« On est dans une logique un peu fédéraliste dans l'Union européenne, c'est-à-dire on est tous ensemble, on crée des blocs, en se créant des frontières communes, cette idée de frontière européenne qui fait tout le tour, ça plaît, ça veut dire qu'on est tous ensemble au milieu, contre l'ennemi ».

Et nos enquêtés ne peinent pas à identifier cet ennemi. Pour Jalil Shafayee, les immigrés arrivant par des voies de passages légales ou non, font figure d'ennemis dans certains pays européens où l'extrême-droite est bien implantée. Il prend notamment l'exemple du remous qu'avait causé

15

l'arrivée de l'*Ocean Viking* au port de Toulon, en novembre 2022, pour illustrer le manque de volonté et de moyens mis en place pour l'accueil de migrants en Italie. L'Italie venait d'élire Giorgia Meloni, du parti d'extrême-droite *Fratelli d'Italia*, qui s'était opposée à ce que ce bateau d'ONG débarque les migrants à son bord dans un port italien. Jalil Shafayee prend également son expérience en Autriche pour illustrer cette hostilité vis-à-vis des migrants (*NDLR, racisés en particulier*). Il s'est senti ostracisé dans la société autrichienne, avec la prise d'importance du Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) :

“Ces quatre années j’ai jamais senti que j’étais dans un deuxième chez moi [...] ou que je suis en sécurité”. “Le FPÖ était au pouvoir et les policiers étaient en quelque sorte à la “chasse” des migrants”.

Jalil Shafayee

Les politiques et les médias capitalisent sur la crainte de l'image du migrant en employant ou relayant des discours sécuritaires, dans lesquels il n'est pas rare de trouver le terme d'Europe forteresse. L'image du rempart est présentée comme une solution pour calmer cette peur. La banalisation et l'emploi de ce terme par des figures politiques modérées, telles qu'Emmanuel Macron, légitiment les partis politiques xénophobes selon Stéphane Rosière¹:

« Pour moi, c’est un discours intérieur pour montrer [que les membres du gouvernement et de la majorité] sont fermes face au RN mais c’est déjà épouser leurs idées et leur préparer l’arrivée au pouvoir, ce n’est qu’une question de temps, vous le verrez malheureusement parce qu’on prépare les esprits à leurs logiques ».

Selon lui, les discours politiques actuels surenchérisent sur les promesses sécuritaires, haussant ainsi le curseur de normalité, repoussant la limite entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas.

¹ La question posée ici portait sur le discours d'Emmanuel Macron à Tourcoing du 2 février 2022, dans lequel il déclara qu'il souhaitait renforcer la protection des frontières extérieures de l'UE.

L'instrumentalisation de la peur des migrants est déconnectée de la réalité observée sur le terrain, et est contraire aux valeurs européennes. Dans de nombreux entretiens, le terme d'Europe forteresse a été critiqué pour être irréaliste et dépassé. La contradiction entre la nécessité de faire venir des travailleurs pour assurer le bon fonctionnement des économies européennes, et la tenue de propos anti-migration, fragilise la position des travailleurs immigrés, considérés comme des outils à exploiter, ne possédant aucun droit.

Les mouvements d'extrême-droite se servent de l'actualité pour légitimer et illustrer des thèses profondément xénophobes et centrales à leur idéologie. Jalil Shafayee pense ainsi que l'agression de l'Ukraine par la Russie est utilisée par certains partis pour promouvoir une plus grande militarisation des frontières extérieures. Ce renforcement empêcherait les « envahisseurs » de pénétrer sur le sol européen : que ce soient des soldats russes ou des migrants.

“La guerre est à la porte de l'Europe et la frontière est peut-être nécessaire. Ça je ne sais pas je ne suis pas encore Européen, peut-être que c'est nécessaire pour les Européens mais ça il faut faire très attention, peut-être que les pays très conservateurs peuvent mal utiliser [ce risque] pour renforcer les frontières.”

Jalil Shafayee

Pour atteindre leurs objectifs politiques, dont la fortification des frontières fait partie, les mouvements d'extrême-droite emploient des narratifs allant de la « préférence européenne » à la théorie du « grand remplacement ». Cette dernière repose sur l'idée selon laquelle la population des pays européens, « blanche et chrétienne », serait substituée par des populations extra-européennes, bénéficiant de l'ouverture des frontières. Bien que les partis tenant ce genre de discours tendent à être eurosceptiques, ils prônent également le développement d'une Europe forteresse afin de protéger la culture européenne. Certaines personnalités politiques européennes diffusent des propos alarmistes sur le risque de « vagues migratoires incontrôlables » pour justifier de politiques migratoires plus strictes. L'argument du « grand remplacement » s'appuie d'ailleurs largement sur l'opposition entre la « chrétienté européenne » et l'Islam. Pour accroître l'impression de danger de la religion islamique, certains partisans d'extrême-droite n'hésitent pas à amalgamer le risque terroriste à l'accroissement du nombre de nouveaux migrants, alors même que la grande majorité des attaques en Europe est fomentée par des individus nés en Europe, ce que Gilles Kepel qualifie de « djihad de 3^e génération ». Pour Alice Poulain, schématiquement parlant, la vertu protectrice de l'Europe forteresse consiste en la création de deux classes migratoires : les chrétiens et les musulmans.

[Au sujet de l'accueil des réfugiés ukrainiens en Europe] « *On a juste prouvé qu'on avait un système à deux vitesses, discriminant au possible, et que la seule différence entre un Ukrainien et un Soudanais, c'est qu'on se sent plus proche de l'Ukrainien parce qu'il a la même couleur de peau que nous. On a juste décidé à qui on donnait du crédit : des guerres on en a depuis longtemps, et partout autour de nous. Mais les gens ont vite soulevé ce problème : la création de titres de séjour d'un an pour les Ukrainiens, sans conditions de fond. Pourquoi les Afghans n'ont pas eu le même traitement ? Et à cela, la réponse politique qu'on a eu c'est « c'est pas pareil ». Cette notion d'Europe forteresse est totalement bullshit, et c'est surtout on décide à qui on fait forteresse ».*

Alice Poulain

Enfin, cette volonté de faire de l'Europe une forteresse est perçue comme un aveu de faiblesse de l'Union européenne. Cette faiblesse profite aux partis xénophobes et l'empêche de créer sa propre voie. Selon Jalil Shafayee, l'Europe est trop dépendante vis-à-vis des Etats-Unis et est trop perméable aux valeurs américaines.

« L'Europe doit prendre un nouveau chemin, son propre chemin et ne doit pas suivre une ligne qui est guidée depuis Washington. »

Jalil Shafayee

La montée de l'extrême-droite en Europe est, pour lui, liée à l'influence de l'idéologie américaine, qui prônerait avant tout l'individualisme et le matérialisme. L'individualisation de la société européenne créerait une forme de repli sur soi, d'égoïsme généralisé, ce qui expliquerait l'engouement autour des partis politiques d'extrême-droite, prompts à proposer des programmes de préférence nationale (protectionnistes). Ainsi :

« Les valeurs américaines accroissent les inégalités dans l'UE et conduisent à faire de la migration le bouc émissaire de l'extrême droite pour justifier ces inégalités ».

C. Quel avenir ? Est-ce une notion pertinente pour étudier l'avenir

1. Une notion hors de son temps

Tout d'abord, si l'on souhaite s'interroger sur la dynamique future du concept d'Europe forteresse, il faut au préalable se questionner sur son importance actuelle pour décrire la trajectoire politique de l'Union européenne. En effet, nous avons été interpellés par les remarques des personnes avec lesquelles nous avons discuté concernant le vocabulaire utilisé dans notre enquête. Assistons-nous au retour d'une dualité entre Europe forteresse et Europe passoire ? Il est possible de développer deux axes pour comprendre les arguments avancés pendant les entretiens. Nous nous demanderons dans cette section si la notion est dépassée car trop ancienne ou bien si la notion n'a plus lieu d'être à notre époque, une thématique à travers laquelle apparaîtra un nouveau questionnement sur les valeurs de l'Union.

Le concept d'Europe forteresse est en effet une notion ancienne, utilisée depuis la Seconde Guerre mondiale pour souligner la nécessité d'une unité militaire européenne en faveur d'une défense commune. Ce n'est que beaucoup plus récemment que la notion a été réutilisée, dans les débats politiques d'abord, pour traiter des problématiques de migration. Ce terme semble aujourd'hui désuet.

« Les accords du Touquet ça fait 20 ans, on a peut-être eu le temps de se dire : est-ce que ça fonctionne ? »

Alice Poulain

Une question rhétorique qu'Alice Poulain s'empresse de désamorcer en pointant là aussi l'inefficacité de l'initiative : « L'EF n'est pas viable. Il n'y a pas de crise de l'immigration : il n'y a pas plus de personnes qui viennent maintenant ». Si l'on regarde les chiffres officiels de demandes d'entrée, on se rend compte que cette remarque est tout à fait justifiée si l'on excepte les récentes crises de réfugiés de guerre en provenance de Syrie, d'Ukraine, et de leurs régions frontalières.

19

Pourtant, la pertinence de la notion est amenée à être réexaminée dans un futur proche, puisqu'il faut s'attendre à une augmentation sans précédent des flux migratoires du fait notamment du dérèglement climatique :

« Cependant on va voir une différence avec les réfugiés climatiques : ce sera une catastrophe,

l'Europe n'ouvrira pas ses frontières. Il n'y a aucun espoir que l'Europe ne fasse quoi que ce soit en faveur de ces réfugiés. Cela commence déjà, et ça va représenter des flux de millions de personnes »

Alice Poulain

Ces inquiétudes à long terme sont partagées par plusieurs personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenus, cela pose la question de la capacité d'anticipation de l'Union européenne, que nous avons commencé à aborder dans la première partie de notre travail. En effet, il semble que la tendance soit plutôt à la gestion de situations d'urgence. Les réponses apportées sont de plusieurs natures : parfois rapides, adaptées et efficaces, parfois en décalage total avec les valeurs de l'UE. Nos interviewés expliquent que ce deuxième type de décisions n'a pas lieu d'être à notre époque.

« L'Europe forteresse n'est pas en adéquation avec les valeurs de l'UE plus qu'elle ne l'est avec celles des Nations Unies »

Stéphane Rosière

Ainsi, si l'on va plus loin, nous pouvons dire que le renoncement aux valeurs de l'Union qui découle de ce terme renvoie à une époque passée, durant laquelle les États ignoraient les droits naturels des individus. Comme nous l'avons vu précédemment, selon Stéphane Rosière : « créer une forteresse c'est directement s'attaquer aux valeurs de la communauté internationale et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ». Si la notion semble être dépassée ou trop négativement connotée pour être employée, il convient de déterminer comment nous pourrions la retravailler pour étudier les processus à venir.

2. Les politiques européennes des frontières : danger en vue pour l'Union ?

Où en est l'Europe forteresse maintenant ? Où va-t-elle ? Bien que cette expression n'ait que rarement été utilisée par les dirigeants ou les fonctionnaires européens pour l'édification d'une politique migratoire ou de contrôle aux frontières, elle existe bel (invariable) et bien dans les faits et la réalité quotidienne aux frontières de l'Union européenne, avec plus ou moins d'aspects négatifs et positifs selon les points de vue précédemment exprimés. 2015 est synonyme de tournant pour l'Europe dans sa gestion des migrants et sa politique en matière de gestion de ses frontières. Ce qu'on a appelé la crise migratoire de 2015, terme de crise qui est d'ailleurs discutable, a montré les dissensions entre les 28 pays membres, quant à leur volonté d'accueil des migrants et de protection de leurs frontières.

La fermeture, la barriérification ou la teichopolitique de certaines frontières par différents Chefs d'Etat ou de gouvernement dès 2015 vont donc entraîner des conséquences sur le court terme face aux flux migratoires mais également sur le long terme. Des décisions qui faisaient sens sur le moment pour certains pays pour des raisons de sécurité intérieure mais qui pourraient, dans les années à venir, mettre fin, selon certains observateurs, aux belles années du rêve européen.

Après le 9 novembre 1989, l'Europe pensait en avoir fini avec les murs. Le traumatisme d'un mur de Berlin militarisé, séparant des familles en deux, où les liens entre les deux côtés étaient rompus et fortement contrôlés par des checkpoints, semblait donc aider l'Union européenne dans sa volonté de développement des régions transfrontalières et de l'espace Schengen. Malheureusement, cette idée d'une Europe « ouverte » va s'estomper avec l'arrivée de près d'un million de migrants, essentiellement venus des théâtres de conflits moyen-orientaux et d'Afrique du Nord.

Près de dix ans après la réapparition de murs, de barrières sur le sol européen, le temps est venu d'en tirer les conclusions à l'heure où de nouveaux flux migratoires déferlent sur l'Europe avec les situations géopolitiques en Afghanistan depuis août 2021, l'Ukraine depuis février 2022, le Moyen-Orient encore et toujours, et qui sait l'Iran avec la situation interne qui ne cesse de se dégrader depuis l'automne 2022. La question « à qui profite la situation ? », autrement dit qui tire les bénéfices d'une Europe forteresse, nous a donc semblé être légitime d'être posée. Sur ce point les différents sondés sont unanimes : les migrants n'en profitent aucunement, mais certains arrivent à trouver quelques points positifs, tout dépend de ce qu'ils définissent par Europe forteresse, bien évidemment.

21

Pour ce qui est des critiques de la notion et de la réalité de ce qu'est l'Europe forteresse, ils s'accordent pour dire qu'elle ne bénéficie ni aux Etats, ni aux populations européennes et encore moins aux populations migrantes.

“L'Europe Forteresse ne bénéficie à personne, c'est une perte de fric monumentale. Je me pose la question, je pense vraiment que ça coûterait moins cher au Royaume-Uni de mettre en place des voies d'asiles sûres, et de renvoyer les gens chez eux s'il ne veut pas leur donner l'asile, plutôt que donner des milliards à la France pour qu'il y ait 45000 personnes qui traversent en bateau et se mettent en danger. Je pense que ça n'a pas de sens. Elle nuit aux personnes qui mettent leur vie en danger à cause de notre politique, qu'on adore regarder ailleurs alors que c'est juste à côté. Je trouve dramatique que mon pays, qui est la France, dont je suis fière pour certains trucs, qu'elle n'applique ses valeurs qu'aux personnes qui ont des papiers. Ce n'est pas normal, quand on parle

de la France, qu'il y ait des gens qui mettent leur vie en danger toutes les nuits."

Alice Poulain

D'un point de vue économique, Stéphane Rosière pointe une contradiction entre le fait que : *"Elle bénéficie aux entreprises privées, de sécurités, aux constructeurs de murs, aussi aux partis politiques xénophobes car ça les légitime. Mais sûrement pas aux pays européens"*, alors qu'il souligne également que les populations migrantes sont une chance pour les pays européens *"car on est à un moment démographique où les générations ne sont plus remplacées dans des pays européens vieillissant qui ont un besoin de mains d'œuvre colossal pour garder leur PIB. Les migrants, sans-papiers sont employés par exemple pour construire les infrastructures de Paris 2024"*. C'est donc une forme d'hypocrisie qui est ici réalisée par des pays en besoin constant de main d'œuvre mais qui refuse l'entrée sur leur territoire de travailleurs potentiels. En tant que spécialiste et géniteur du terme "teichopolitique", il connaît très bien la frontière mexicano-américaine, son histoire et peut ainsi affirmer que construire une forteresse ne bénéficie jamais aux pays qui mettent en place de telles politiques.

De plus, d'un point de vue politique, Stéphane Rosière, Alice Poulain et Jalil Shafayee se retrouvent aussi sur le fait que les bénéficiaires de cette Europe forteresse sont directement les partis d'extrême-droite. Comme mentionné plus haut, l'Europe forteresse permet selon eux de justifier, de banaliser un discours xénophobe de la part de partis ultra-conservateurs et opposés à l'immigration. C'est ce dernier point qui est repris par beaucoup des personnes interrogées quand il nous parle de l'avenir de l'Europe forteresse. Alice Poulain est certaine que des voies de contournements existeront toujours face à la construction de murs et Stéphane Rosière est, quant à lui, bien pessimiste, l'Europe forteresse n'est qu'un début. Tel l'effet papillon, la construction d'un mur en 2015 et les discours tenus depuis peuvent engendrer une chute d'un ensemble régional bien plus large,

"Pour moi [l'Europe forteresse], c'est un discours intérieur pour montrer qu'ils sont fermes face au RN mais c'est déjà épouser leurs idées et leurs préparer l'arrivée au pouvoir, ce n'est qu'une question de temps, vous le verrez malheureusement parce qu'on prépare les esprits à leurs logiques. Et la sortie de la France de l'UE, l'écroulement de l'UE et une catastrophe géopolitique. Ce seront vos enfants qui reconstruiront l'UE, s'ils y arrivent. Comme les Britanniques l'ont réalisé, on ne peut pas faire sans."

Stéphane Rosière

Parmi les migrants, ceux qui ont réellement connu des passages de frontières et de vraies péripéties avec les frontières, les avis sont mitigés. Jalil Shafayee pense que "l'Europe va encore renforcer les frontières extérieures", mais doit surtout trouver le moyen de se doter de sa propre

défense sans devoir compter dans les années à venir sur les Etats-Unis.

“L’Europe doit prendre un nouveau chemin, son propre chemin et ne doit pas suivre une ligne qui est guidée depuis Washington. Et c’est comme ça qu’on va réussir à faire descendre l’extrême droite. Si on a assez de richesse, assez à manger en Europe, on n’a pas besoin d’extrême droite. Si on enlève la sécurité et la migration, l’extrême droite n’a pas d’avenir”.

Jalil Shafayee

Néanmoins, d’autres personnes souhaitent que l’Europe forteresse se renforce. En effet, Anna pense que l’Europe forteresse doit continuer à se renforcer face à de potentiel envahisseur venu de l’Est (Cf la Fédération de Russie) et voit dans un durcissement, *“un avantage pour les citoyens européens, et cela est normal, [...] mais même pour les citoyens extérieurs”*, selon elle, grâce à cette forteresse Europe, on peut plus facilement contrôler les allées et venues et offrir des

23

possibilités d’entrer sur le sol européen à des étudiants par exemple, comme elle a pu en bénéficier. De plus, de par son expérience personnelle, elle nous a fait comprendre lors de son entretien, que l’idée que l’Europe est une forteresse apporte une certaine forme de sérénité d’y vivre, de s’y sentir protégé face à un potentiel envahisseur, comme l’expérience qu’elle vit actuellement, en étant réfugiée à Strasbourg, quand son pays, l’Ukraine, est attaqué par son voisin russe. Tout comme sa sœur, Maria, est également d’accord sur le fait que l’Europe forteresse bénéficie aux populations européennes, car *“elle amène de la sécurité”*. Elle trouve aussi qu’elle profite aux économies des différents Etats membres dans le sens où elle se veut protectrice du marché intérieur européen. (NDLR, *cet argument économique de l’Europe forteresse n’a été que très rapidement abordé par certains des intervenants, nous ne pouvons donc plus amplement le développer. Nous étions en contact avec Thierry Mayer, économiste et Professeur à Sciences Po Paris, auteur de Effet frontière, intégration économique et ‘forteresse europe’, article paru en 2002, mais qui après avoir accepté un entretien n’a jamais plus répondu à nos mails*).

Conclusion

Force est de constater que le thème de l’Europe forteresse, à l’heure de la guerre en Ukraine et d’une nouvelle crise des réfugiés, la plus importante depuis 1945, avec quelque 8 millions d’Ukrainiens obligés de fuir, est toujours grandement d’actualité.

Rappelons d’abord que tous les points de vue exprimés dans cette étude sont compréhensibles, fussent-ils pro-européen, pro-mur, pro-migrant ... on ne peut, nous étudiants français, qui avons la

chance de vivre dans un pays européen, où notre éducation est prise en charge et où notre expérience de passage de frontières est facilité par notre nationalité et notre appartenance à l'Union européenne, porter un jugement de valeur sur le positionnement d'une personne dont l'histoire de vie est à l'opposé de la nôtre.

Il est intéressant de noter que la notion d'Europe forteresse ne fait pas consensus, des points de vue qui s'opposent et se contredisent. Il est intéressant de noter que ce sont ceux qui sont le plus éloignés de la réalité du terrain de la migration (les universitaires notamment) qui sont contre toute persistance de l'Europe dite forteresse, tandis que certains anciens migrants, pas tous, de par leur histoire personnelle souhaite, eux, un renforcement, et plaident même pour un renforcement physique ou humain des frontières. En effet, l'expérience que certains vivent actuellement avec un envahisseur ou une menace dans leurs pays, les conforte dans l'idée première que les murs sont des

24

remparts, comme au temps des châteaux-forts et doivent donc être renforcés par tous les moyens tant qu'une menace est présente. Deux groupes se distinguent, ceux qui critiquent ouvertement les conséquences de l'Europe forteresse, Stéphane Rosière, Alice Poulain et Jalil Shafayee. De l'autre, Anna et Maria qui sont plus nuancées et voient sous certains angles quelques avantages.

Bien sûr, il serait prétentieux de penser que cinq personnes interviewées puissent transcrire la dogma, néanmoins, leurs pédigrées différents permet d'avoir un aperçu des différentes positions qui existent sur ce sujet de l'Europe forteresse.

Annexes

Bibliographie

BENEDICT Anderson, *L'imaginaire national : réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Broché, 2002.

FOUCAULT Michel, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France 1978-1979*, Paris, Gallimard, 2004.

GAUDE, Laurent L. *Eldorado*, 2009.

HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, *Phénoménologie de l'Esprit*, 1807.

JARDIN Antoine, KEPEL Gilles, *Terreur dans l'Hexagone. Genèse du djihad français*, Paris, Gallimard, 2015.

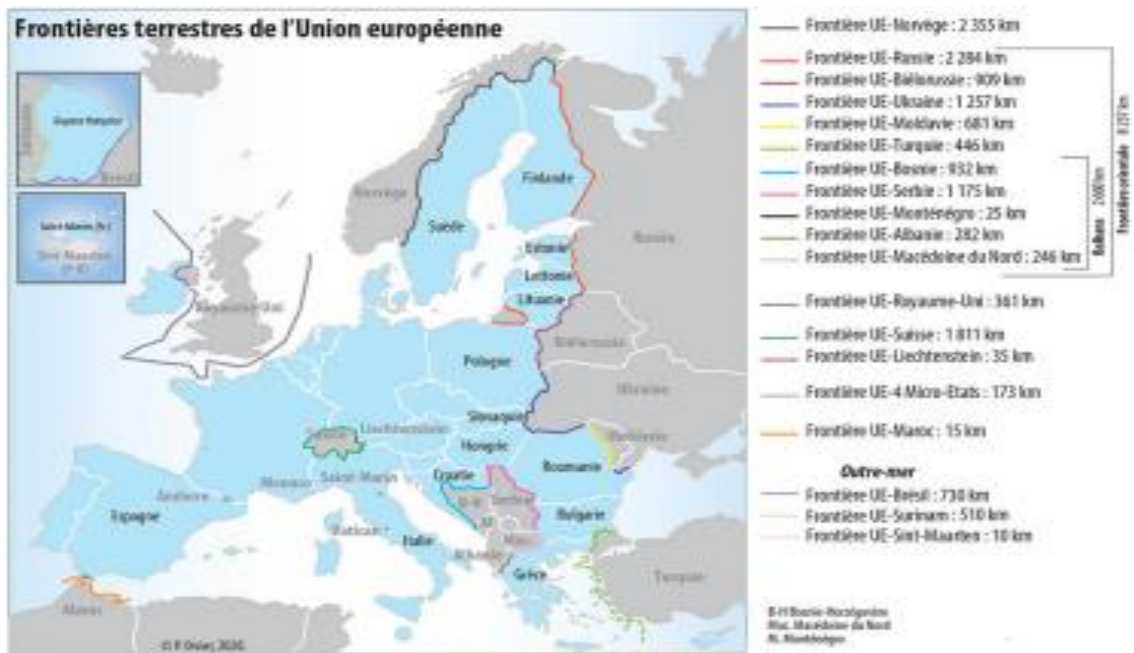
ROSIERE Stéphane, *Frontières de fer. Le cloisonnement du monde*, Paris, éditions Syllepse, 2020.

SHAFAYEE Jalil, *Je n'avais pas le choix*, 2020.

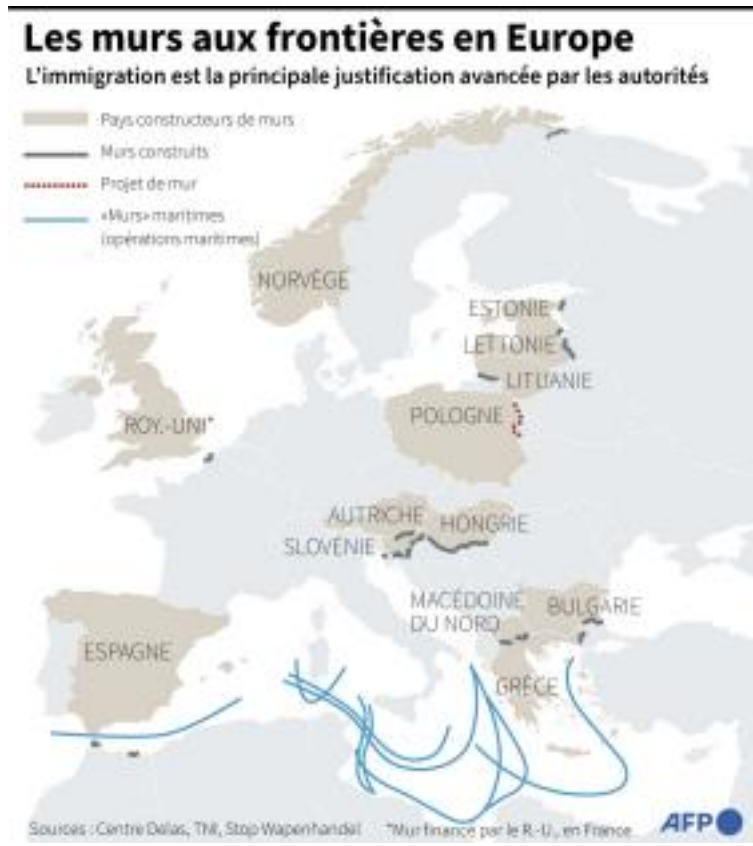
TABARLY Sylviane, « L'Europe, une "forteresse" ? La gestion des politiques migratoires. Des lieux entre mobilités et immobilisations. Objectifs et activités de l'agence Frontex. », *Géoconfluences*, 2008.

Cartes

Carte 1



Carte 2



Carte 3 :

Biographies des interviewés



Stéphane Rosière (1959) est un universitaire français. Géographe de formation, il s'est spécialisé dans l'étude de la géopolitique et a même créé l'un des tout premiers masters de France dans cette discipline à l'Université de Reims. Il a notamment écrit: *Frontières de fer. Le cloisonnement du monde*, aux éditions Syllepse, en 2020.



Originaire d'Afghanistan, **Jalil Shafayee** a obtenu la protection internationale en France suite au refus de sa demande en Autriche, il étudie actuellement en Allemagne et est l'auteur d'un ouvrage : *Je n'avais pas le choix*, publié en 2020 et retraçant l'histoire de son exil.

Anna est de nationalité ukrainienne. Elle est arrivée en France à travers un programme de volontariat. Plus tard, elle a intégré un master 2 de Relations Internationales à Strasbourg.

Maria est née en Ukraine. Elle est arrivée en France à l'âge de 20 ans, par le biais d'un service volontaire européen. Elle a continué ses études en master. Par la suite, elle a effectué un doctorat. Sa thèse portait sur le plurilinguisme dans les familles d'origine immigrée.

Alice Poulain, 20 ans (2002), étudiante en M1 Droit des Libertés mention Minorités à Strasbourg. Spécialisée en droit des migrations et droit des femmes. Alors militante féministe et impliquée dans la lutte queer, elle découvre les problématiques liées à l'exil à Lyon. Elle donne des cours et effectue des permanences juridiques dans un squat de mineurs non accompagnés. Elle travaille avec la Cimade et Le Village du Droit des Étrangers. Par ce biais, elle a eu connaissance de ce qui se passait à Calais. Par curiosité, elle décide de s'y rendre entre mai et septembre 2022, et y retourne fréquemment depuis, lors de ses congés universitaires. Elle rejoint l'association d'aide humanitaire d'urgence Utopia 56.